
Éducation - Loi travail

Blocage de l'économie : ce n'est qu'un début

Tous-tes en grève le jeudi 26 mai !
Construisons
la grève reconductible interprofessionnelle !

En avant vers le blocage de l'économie

La lutte contre la loi travail s'intensifie. Des grèves sont reconduites dans plusieurs secteurs comme les transports (snCF, routiers, aériens), la pétrochimie. Les blocages se multiplient dans les gares et les raffineries.

Malgré les tentatives d'intimidation du pouvoir et les pressions policières sur les cortèges, nationalement la mobilisation dans la rue reste forte. Le nombre de manifestant-es a doublé entre le 17 mai et le 19 mai.

Les Nuits Debout s'étendent et des actions coup de poing ont lieu dans toute la France. L'utilisation du 49.3 et l'autoritarisme de Valls continuent de décrédibiliser le gouvernement.

Malgré une stratégie de désinformation, la détermination des travailleurs-euses est intacte. La population continue d'être majoritairement contre cette loi qui casse les droits des salarié-e-s.

L'intersyndicale nationale (CGT, Solidaires, FO, FSU, UNL, UNEF) appelle à la grève le 26 mai et à amplifier la mobilisation jusqu'à la grève et la manifestation nationale le

mardi 14 juin, avant le vote en 2nd lecture à l'assemblée. Il faut forcer le gouvernement à reculer. Nous pouvons gagner. Tout dépend du niveau de mobilisation dans la rue et dans la grève.

Pour la Fédération SUD éducation et Solidaires, c'est dès maintenant que le mouvement de grève reconductible et de blocage doit s'amplifier et s'étendre tous les jours. Chaque secteur doit s'épauler. Il n'y aura ni grève ni blocage par procuration.

Dans l'éducation, des raisons de se mobiliser

L'autonomie des établissements et la territorialisation de l'école participent de la même logique que l'inversion de la hiérarchie des normes à l'oeuvre dans la loi travail. Il s'agit de briser les garanties collectives obtenues.

Malgré les opérations de communication et de propagandes du ministère, la priorité à l'éducation est inexistante. Au contraire les attaques se multiplient.

- Les réformes du collège et des rythmes scolaires sont refusées par les personnels.

- Le manque de remplaçant-e-s est criant et se généralise sur l'ensemble du territoire.

- La précarisation s'accroît à grands pas avec l'embauche de centaines d'enseignant-e-s contractuel-le-s qui se retrouvent sans formation dans les écoles. Des personnels AVS/AESH dont les contrats sont pour la grande majorité très courts, perçoivent un salaire dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté.

- L'éducation spécialisée est attaquée. Dans les EREA, le ministère de l'éducation a déjà commencé à remplacer les professeur-e-s des écoles éducateurs-trices fonctionnaires par des assistant-e-s d'éducation précaires, mal payé-e-s et sans formation. C'est un mépris total pour les personnels et les élèves.

- Les lycées classés en éducation prioritaire sont aussi attaqués. La Ministre a annoncé qu'ils devront tous en sortir en 2017 !

- Pour tous-tes les travailleurs-euses de l'éducation, les pressions hiérarchiques et les injonctions dans l'urgence sont monnaie courante.

Et ce ne sont pas les quelques primes qui feront oublier aux personnels la réalité de leurs conditions de travail et de vie dégradées depuis de nombreuses années.

Enfin, si cette loi passait, la prochaine étape serait la remise en cause du statut de la fonction publique, qui nous promet une

flexibilisation et une précarisation de nos métiers sans précédent.

La résistance est en marche

Des équipes de grévistes font des tournées d'établissements et d'écoles afin de mobiliser dans notre secteur.

Des luttes spécifiques ont lieu comme par exemple contre le non remplacement des enseignant-e-s ou pour l'éducation prioritaire dans les Hauts-de-Seine ou en Seine-Saint-Denis. Il est nécessaire de lier l'exigence du retrait de la loi travail à des revendications spécifiques à notre secteur.

Pour une grève massive et sa reconduction interprofessionnelle !

Pour l'Union syndicale Solidaires et SUD éducation, il faut mettre toutes nos forces dans la lutte contre cette loi.

Il est important d'être massivement tous et toutes en grève le jeudi 26 mai.

D'ici là des débrayages, des actions, des AG, des Nuits debout doivent permettre d'œuvrer à l'extension de la grève et à sa reconduction.

Pour la Fédération SUD Education, la situation nécessite une grève générale reconductible. C'est le sens de l'appel « On bloque tout ! » signé par 100 structures syndicales et des centaines de militant-e-s CGT, FO, FSU, SUD-Solidaires...

Pour SUD éducation, le gouvernement doit retirer la loi travail et satisfaire les revendications de l'ensemble des salarié-e-s.

→ On bloque tout ! Toutes et tous en grève dès le 26 mai !

→ Construisons la grève reconductible interprofessionnelle !